

Ceux qui au département américain de la justice s'acharnent à obtenir l'extradition de Julian sont les marionnettes, pas les marionnettistes. Ils sont la façade, la fiction. La longue persécution de Julian Assange n'a rien à voir avec la justice. Comme la Haute Cour de Londres, le département américain de la justice est engagé dans une pantomime judiciaire. Ils débattent de nuances juridiques obscures pour détourner l'attention d'une farce digne de Dickens où un homme qui n'a pas commis de crime, qui n'est pas citoyen américain, peut être extradé en vertu de la loi sur l'espionnage et condamné à la prison à vie pour avoir exercé le journalisme le plus courageux et le plus important de notre génération. Le lynchage de Julian n'est pas dicté par les systèmes judiciaires de Grande-Bretagne ou des États-Unis. Il est mené depuis Langley, en Virginie, par la Central Intelligence Agency. La persécution de Julian est le fait de l'État secret, un État pour lequel nous ne comptons pas, un État obsédé par la quête folle d'un empire, l'exploitation impitoyable et le contrôle total.

Parce que ce Léviathan moderne a été dévoilé par Julian et WikiLeaks, il réclame vengeance. Les États-Unis, comme la plupart des nations industrielles, ont lentement subi un coup d'État corporatiste. Ils ne sont plus une démocratie. Les véritables centres de pouvoir sont les entreprises, l'armée et la sécurité nationale. Ces centres de pouvoir ont été humiliés et mis en difficulté par WikiLeaks. Leurs crimes de guerre, leurs mensonges, leurs conspirations visant à écraser les aspirations démocratiques des personnes vulnérables et des

pauvres, ainsi que leur corruption endémique ont été mis à nu par la divulgation de milliers de documents.

Nous ne pouvons nous battre pour Julian que si nous savons clairement contre qui nous nous battons. C'est bien pire que des magistrats corrompus. La classe mondiale des milliardaires, qui a orchestré une inégalité sociale rivalisant avec celle de l'Égypte pharaonique, s'est emparée en interne de tous les leviers du pouvoir et a fait de nous la population la plus espionnée, la plus surveillée, la plus observée et la plus photographiée de l'histoire de l'humanité. Lorsque le gouvernement vous surveille 24 heures sur 24, vous ne pouvez pas parler de "liberté". C'est une relation de maître et esclave.

Julian est une cible depuis longtemps, bien sûr. Mais lorsque WikiLeaks a publié les documents connus sous le nom de Vault 7, révélant les outils de piratage que la CIA utilise pour surveiller nos téléphones, nos télévisions et même nos voitures, c'est lui et le journalisme qui ont été condamnés à la crucifixion. L'objectif est de mettre fin à toute enquête sur les rouages internes du pouvoir pour lesquels la classe dirigeante pourrait devoir rendre des comptes, d'éradiquer tout débat public et de le remplacer par les platitudes qu'on sert à la foule.

J'ai passé deux décennies en tant que correspondant étranger aux confins de l'empire, en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient et dans les Balkans. J'ai une conscience aiguë de la sauvagerie de l'empire, de la manière dont les outils brutaux de répression sont d'abord testés sur ceux que Frantz Fanon appelait les "damnés de la terre". Surveillance généralisée, torture, coups d'État, sites noirs (prisons secrètes), propagande noire, police militarisée, drones militarisés, assassinats, guerres.

Mais comme Thucydide l'a souligné à propos de l'empire athénien, ce que la tyrannie d'Athènes a imposé aux autres, elle se l'est finalement imposé à elle-même.

Une fois que nos outils de répression ont été perfectionnés sur les personnes de couleur à l'étranger, une spécialité de l'État d'apartheid d'Israël, ces outils migrent vers le pays d'origine. En vidant les pays de l'intérieur par la désindustrialisation, l'austérité, la déréglementation, la stagnation des salaires, l'abolition des syndicats, les dépenses massives pour la guerre et le renseignement, le refus de s'attaquer à l'urgence climatique et un boycott fiscal virtuel pour les individus et les entreprises les plus riches, ces prédateurs ont l'intention de nous maintenir en esclavage, victimes d'un néo-féodalisme d'entreprise.

Ils ont perfectionné leurs instruments de contrôle orwellien.

Dès sa création, la CIA a procédé à des assassinats, des coups d'État, des actes de torture, d'espionnage illégal et d'abus, y compris sur des citoyens américains, activités révélées en 1975 par les auditions de la commission Church au Sénat et de la commission Pike à la Chambre des représentants. Tous ces crimes, en particulier après les attentats du 11 septembre, sont revenus en force. La CIA est une organisation paramilitaire malhonnête qui n'a de comptes à rendre à personne. Elle possède ses propres unités armées et son programme de drones, ses escadrons de la mort et un vaste archipel de prisons secrètes de part le monde où les victimes sont torturées et disparaissent.

Les États-Unis allouent un budget secret d'au moins 50 milliards de dollars par an pour camoufler de multiples types de projets clandestins menés par la NSA, la CIA et d'autres agences de renseignement, généralement à l'abri du regard du Congrès. La CIA dispose d'un appareil bien huilé pour kidnapper, torturer et assassiner des cibles dans le monde entier. C'est pourquoi, étant donné qu'elle avait déjà mis en place un système de vidéosurveillance 24 heures sur 24 de Julian et de l'ambassade d'Équateur à Londres, elle a tout naturellement envisagé de le kidnapper et de l'assassiner. C'est son métier.

Le sénateur Frank Church, après avoir examiné les documents de la CIA largement expurgés qui avaient été communiqués à sa commission, a défini

l'activité secrète de la CIA comme, je cite, "un camouflage sémantique pour le meurtre, la coercition, le chantage, la corruption, la diffusion de mensonges et la collaboration avec des tortionnaires et des terroristes internationaux connus".

Tous les despotismes cachent les persécutions d'État derrière des simulacres de procès. Les procès spectacle et les troïkas dans l'Union soviétique de Staline, les juges nazis enrégés de l'Allemagne fasciste, les séances de dénonciation dans la Chine de Mao. Le crime d'État est toujours dissimulé sous une fausse légalité, une farce judiciaire.

Si Julian est extradé et condamné, et compte tenu du penchant pour la Loubianka du district Est de la Virginie, c'est une quasi-certitude, cela signifie que ceux d'entre nous qui ont publié des documents classifiés, comme je l'ai fait lorsque je travaillais pour le New York Times, deviendront des criminels. Cela signifie que le rideau de fer sera baissé pour cacher les abus de pouvoir. Cela signifie que l'État, qui, par le biais de mesures administratives spéciales (SAM), de lois antiterroristes et de la loi sur l'espionnage, a créé notre propre version de l'Article 58 de Staline, se donne le droit d'emprisonner toute personne de n'importe quelle nationalité, partout dans le monde, qui ose commettre le crime de dire la vérité.

Nous sommes ici aujourd'hui pour nous battre pour Julian, mais nous sommes aussi ici pour nous battre contre de puissantes forces souterraines qui, en exigeant l'extradition et l'emprisonnement à vie de Julian, ont déclaré la guerre à la liberté, et en particulier à la liberté de la presse.

Nous sommes ici aujourd'hui pour nous battre pour Julian, mais nous sommes aussi ici pour nous battre pour la restauration de l'État de droit et de la démocratie.

Nous sommes ici aujourd'hui pour nous battre pour Julian, mais nous sommes aussi ici pour démanteler la surveillance étatique digne de la Stasi mise en place dans tout l'Occident.

Nous sommes ici aujourd'hui pour Julian, mais nous sommes également ici pour renverser - et permettez-moi de répéter ce mot à l'intention des membres des services de sécurité qui sont venus ici aujourd'hui pour nous surveiller - renverser l'État corporatif et créer un gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple qui chérira les meilleurs d'entre nous, au lieu de les persécuter.